



En montagne, plus qu'on ne croit, les pratiques sont menacées.

Nous avons longtemps pensé que la montagne et les activités de pleine nature offraient aux hommes et aux femmes de nos sociétés urbaines, l'occasion d'un dépaysement régénérateur. Non de s'évader de la société mais, pour un temps, de s'en éloigner pour mieux s'épanouir dans un espace de liberté où les contraintes sont, non pas absentes, mais acceptées et choisies. Un espace d'initiatives nouvelles, de possible solitude et de beauté, permettant de découvrir autre chose et de vivre autrement. Un espace qui rend autonome et responsable. Cette montagne où l'aventure consiste à inventer le chemin, nous la fréquentons encore : elle n'a pas disparu - mais elle est menacée.

La société dont nous sommes membres, ne supporte pas que, en son sein, un espace échappe à son pouvoir, ne lui ressemble pas et soit ouvert à des comportements différents de ceux qu'elle entend imposer à tous et partout. Peu à peu, les pratiques de pleine nature, en montagne et ailleurs, se laissent socialiser : elles sont en danger de perdre leurs spécificités et d'être rendues conformes à toutes celles que la société marque de son emprise et veut assujettir à ses codes ou à des modèles semblables. L'altérité de la montagne s'estompe peu à peu : ceux qui la fréquentent changent d'environnement, mais sont poussés à garder les mêmes comportements.

Cette mainmise de la société sur la montagne et ses pratiques n'est pas partout apparente. Beaucoup ne la remarquent pas encore, d'autant qu'elle se fait lentement, insidieusement, et qu'elle est accompagnée de discours et d'images qui en masquent la réalité.

Pourtant, cette dérive captatrice, nous la voyons croître et s'affirmer principalement dans trois domaines.

Le conditionnement de l'espace montagnard.

Il concerne non seulement l'aménagement des sites et l'équipement des parcours, mais la réglementation des accès. Le développement du tourisme en montagne n'en est pas la seule cause. Celle-ci est d'abord culturelle et politique. Elle relève d'une volonté de tout socialiser et contrôler, de multiplier les itinéraires obligatoires et les sens interdits, en montagne comme en ville. Ainsi, dans les sites classés Natura 2000, pense-t-on, pour mieux la limiter, à soumettre la pratique de l'alpinisme à une évaluation de son impact sur l'environnement. Ainsi pense-t-on de plus en plus à créer des péages pour aller, non seulement sur le Mont Fuji, au Japon, mais au Mont Blanc. Jusqu'où ira-t-on ?

Que la fréquentation des montagnes fasse problème ici ou là, on le comprend. Mais c'est par la formation des pratiquants qu'ils seront résolus, non à coups de règlements et d'équipements contraignants. A la différence du tourisme, l'alpinisme n'a pas besoin d'une montagne aménagée. Il faut que demeure des terrains pour l'invention, la découverte, le jeu, la liberté. Aussi est-il devenu urgent de réfléchir aux conditions permettant à toutes les pratiques de cohabiter dans un partage des territoires accepté par tous.

La sécurité à tout prix.

C'est la règle d'or de nos sociétés malades de la richesse des uns et de la misère des autres. La vie en société a, certes, besoin de sécurité, mais on voudrait faire de la sécurité un idéal de vie personnelle, la norme des conduites de chacun - au point de considérer que la moindre prise de risque est anormale et condamnable.

Ainsi pense-t-on, ici ou là, à interdire les sorties scolaires ou à soumettre les associations organisatrices de randonnées pour mineurs et jeunes adultes, à des conditions de plus en plus difficiles à assumer, au plan pénal en particulier.

Les pratiques de la montagne exigent assurément une attention extrême à la sécurité, mais l'alpiniste ne demande pas qu'elle lui soit assurée, comme de l'extérieur, par extension ou adaptation des codes sécuritaires de la vie sociale ou par des interdictions qui suppriment et le risque et la pratique -même. La sécurité que veut l'alpiniste est faite de l'apprentissage des techniques de l'escalade, de la connaissance du terrain et d'une expérience acquise patiemment sur le terrain dans sa diversité. Les pratiques de la montagne ne sauraient se contenter de la fréquentation de ce qui est organisé, équipé, encadré et sécurisé.

Au nom même de la sécurité, il importe de valoriser les activités qui font place à l'inattendu, à l'autonomie et au risque maîtrisé : elles ont du prix dans tous les domaines de l'existence en société, où on a besoin d'acteurs entreprenants et responsables.

La montagne, un marché comme un autre.

La marchandisation du monde s'étend et s'accélère. Elle tend à faire de la montagne un objet de consommation et à multiplier ses pratiques comme autant de marchandises, de produits. Certes, l'industrie touristique rend accessibles des lieux qui ne l'étaient pas, mais elle ternit leur image en les banalisant, propose de faux exploits parce que sans engagement. Elle adapte la montagne à la consommation plus qu'elle ne permet à ceux qui la fréquentent d'en découvrir la spécificité et l'altérité. Les marchés exploitent le besoin de sécurité devenue valeur normative en offrant d'éprouver le risque, mais sans risque, et des aventures sans imprévu ni surprises. Le développement du marché des aménagements, des équipements et de la sécurité dénature les pratiques. Il tend à réduire l'espace d'autonomie dont leur authenticité a besoin.

Que la montagne fasse partie du système d'échanges de notre société, impliquant l'économique et le symbolique, le politique et le culturel, soit !

Mais toutes les approches de la montagne ne se valent pas. Tout n'est pas acceptable.

De tout cela, ne faut-il pas discuter ?

En débattre est la raison d'être des Assises de l'alpinisme et des pratiques de la montagne auxquelles nous vous invitons à participer.

Paul Keller
27 sept. 2010